

en cause une décision ministérielle de dimension nationale, il a toute chance d'échouer (Aubervilliers, Halle aux Vins...).

Le problème est donc de profiter de la marge de manœuvre, étroite mais qui existe, entre l'administration locale et l'administration centrale et de jouer sur les contradictions qui les séparent. La porte reste donc ouverte aux luttes réelles, la démonstration peut être faite contre les bureaucrates syndicaux que le combat paie. Aux révolutionnaires de se porter aux premières lignes, de s'en montrer les meilleurs organisateurs, d'utiliser toutes leurs ressources (la première étant l'existence nationale et fédérale de l'E.E.) pour développer la solidarité active de tous les enseignants, premier pas vers l'extension du conflit.

C) SE DONNER LES MOYENS DE NOTRE INTERVENTION.

1) DEVELOPPER, RENFORCER L'E.E.

Nous ne fétichisons pas les syndicats, nous ne fétichisons pas non plus la tendance syndicale. Ce n'est pas une fin en soi, c'est une arme. Une arme qui se forge dans les luttes et pour les luttes.

Le problème central pour l'E.E. aujourd'hui, est de passer de regroupement propagandiste d'enseignants maintenant les acquis du syndicalisme réévolutionnaire au sein de la FEN, à une véritable tendance syndicale réévolutionnaire, capable de s'affirmer comme une possible direction de rechange au niveau des luttes enseignantes face aux directions réformistes et stalinienne. Peu préparée à cette tâche au sortir de Mai 68, l'E.E. l'était toujours pas un an après, considérablement affaiblie et raumatisée par la scission avec les lambertistes (1969) qui donna naissance au F.U.O. Sur Paris, à l'époque, les problèmes qui se posaient n'étaient pas ceux de la percée de l'E.E., mais ceux de sa survie. Tous les GD étaient à reconstruire ou à consolider. Cela s'est fait non sans mal dans la mesure où un nouveau débat de fond traverse la tendance, le courant spontex voulant faire de l'E.E. non plus une tendance mais un regroupement de révolutionnaires tous azimuts, embryon du futur « Parti Révolutionnaire de type nouveau ». Cela étant, notre tâche fondamentale a été et reste : animer sur le plan politique et militant la vie des GD, en faire un cadre d'accueil intéressant et actif pour tous les enseignants qui, refusant les voies du réformisme et de l'ultra-gauchisme, se réclament d'une orientation révolutionnaire dans leur pratique syndicale. Cela demande un travail considérable de la part des camarades enseignants. On ne conquiert pas l'hégémonie politique par du bavardage ou de la figuration, mais par notre capacité concrète et quotidienne à nous montrer les meilleurs militants de la tendance : sortie et diffusion du matériel, présence dans les instances syndicales et les réunions diverses (RS, lycéens, etc...). Que nous ayons progressé dans ce domaine l'an passé, c'est certain. Plus nombreuse a été la participation de l'ensemble des camarades enseignants de la Ligue aux réunions départementales de l'E.E., mais le militantisme pratique est trop resté le lot des seuls et peu nombreux camarades des cellules enseignantes qui, dès lors, avaient du mal à ne pas être dévorés par le travail E.E.

Nous devons porter nos efforts là-dessus, d'autant plus que l'intervention E.E. ne se limite pas au militantisme dans un groupe départemental. Il y a aussi d'une part la dimension régionale et nationale de l'intervention : participation à la coordination des 8 GD de la région parisienne, aux collèges nationaux, envoi d'articles au bulletin intérieur de l'E.E., à la revue de l'E.E. ; d'autre part, la dimension locale de l'intervention : donner une audience de masse à l'E.E., c'est la faire apparaître au niveau de chaque établissement, c'est animer des réunions locales pour les enseignants trop peu militants pour aller au GD. Cette année doit être marquée d'une nette progression de notre investissement à ces deux niveaux (en nous gardant bien sûr que ce soit au détriment du travail de GD).

Implanter, animer, structurer la tendance, ce n'est pas travailler pour le roi de Prusse, c'est capitaliser l'audience des marxistes révolutionnaires dans l'enseignement pour qu'ils soient en mesure un jour d'être à la direction des luttes dans ce secteur.

2) CONSOLIDER LE SECTEUR ENSEIGNANT DE LA LIGUE, L'INSERER DANS LA VIE DE L'ORGANISATION.

Rappelons ici la différence essentielle de nature entre tendance et fraction.

Dans tous les milieux structurés par le syndicalisme, les militants de la Ligue doivent construire et animer des tendances syndicales. La tendance regroupe des militants appartenant ou non à des organisations politiques sur la base d'une plateforme d'intervention dans le secteur donné. Cette plateforme n'est donc en aucun cas constituée sur l'intégralité du programme de telle ou telle organisation. Au contraire, la fraction est une structure propre de l'organisation politique qui regroupe l'ensemble de ses militants dans un secteur donné.

L'an passé, on ne parlait pas de consolider le secteur enseignant, on parlait de le construire. Non prise en charge par les instances régulières de l'organisation parisienne, l'intervention enseignante était le fait de quelques camarades seulement. Cet état de choses ne pouvait plus durer : on n'acquiert pas une audience de masse avec quelques ténors. Organiser, encadrer l'ensemble des enseignants de la Ligue pour guider et contrôler leur intervention sur leur lieu de travail était une nécessité vitale. Les difficultés étaient nombreuses :

- peu de militants étaient formés au travail enseignant,
- presque tous les camarades enseignants, absorbés par d'autres secteurs d'intervention, se trouvaient peu disponibles. Leur manque de formation sur le travail enseignant les empêchait d'en voir l'intérêt ;
- l'intervention syndicale ne s'apprend pas du jour au lendemain, et rebutait pas mal de camarades ;
- étant donné l'atomisation du milieu enseignant, l'isolement d'un militant est fréquent et n'encourage pas l'intervention.

Vaincre ces difficultés, mettre en place la fraction enseignante, exigeait qu'on dégage un certain nombre de militants consacrés entièrement au travail enseignant. C'est ainsi qu'à la suite du dernier congrès parisien furent créées 4 cellules enseignantes départementales (75, 92, 93, 94) ayant pour tâche prioritaire :

- d'organiser l'ensemble des enseignants de la Ligue travaillant sur leur département à travers des réunions régulières (direction de secteur à une échelle restreinte) ;
- de s'investir dans le travail E.E. (cf le paragraphe : « Développer, renforcer l'E.E. ») en essayant d'y faire participer le maximum de camarades enseignants ;
- d'assurer la propagande proprement Ligue envers les enseignants.

Leurs tâches mêmes plaçaient les cellules dans une situation marginale par rapport à l'organisation. Pas tant sur Paris où les cellules « direction de branche » sont monnaie courante, que sur la banlieue où la construction de l'organisation se pose en terme d'intervention locale. De plus, ces cellules étaient particulièrement exposées aux pressions de type syndicaliste étant donné l'ampleur et la nature du travail qui les attendait. Tout ceci était clair au départ. Que les cellules enseignantes départementales ne correspondent pas aux principes d'organisation bolchéviques, c'est une évidence. Aussi ne faut-il pas en faire une affaire de principe, en étant systématiquement pour ou contre. C'est absurde. Ce qui est une affaire de principe, c'est la nécessité du fonctionnement de la fraction. Et c'est cette bataille que nous menons. En aucun cas, les cellules ne sont la fraction. Elles ont été créées pour la faire fonctionner, tout en commençant elles-mêmes à prendre en charge le boulot jusqu'alors délaissé.

Avec ce qu'étaient les données de départ rappelées plus haut, pour construire le secteur enseignant, nous n'avions pas le choix. Il fallait en passer par là. Les seuls garde-fous contre la marginalisation et les pressions syndicalistes étaient :

- tout d'abord dans la direction politique de chaque cellule qui se devait de dominer parfaitement les dangers